

chacun pour former le faisceau social. La nation est donc la somme des existences individuelles, égales en droit, sinon en force, en intelligence et en lumières. Tout est dans la nation ; rien n'est au-dessus, comme autrefois le roi, la noblesse et le clergé ; rien n'est au-dessous, comme aux Etats-Unis, où la démocratie est souillée par l'esclavage.

Et, de même qu'il y a dans l'homme une vie individuelle qui a son caractère propre, ses phénomènes particuliers, sa destinée et son but, ainsi, dans cet être collectif que l'on nomme un peuple, il y a aussi une vie commune, un cœur qui bat des pulsations de tous, une âme qui respire des sentiments de tous, et qui poursuit une destinée meilleure et progressive dans la voie de l'humanité.

Comme l'homme, un peuple *veut, agit* et détermine les rapports de l'acte à la volonté.

La volonté souveraine se formule, dans la loi, par le Pouvoir législatif.

L'action réside dans le Pouvoir exécutif, et le Pouvoir judiciaire représente la faculté de rapport de l'acte à la volonté souveraine.

La direction de l'activité nationale vers le but social appartient donc aux pouvoirs politiques : dans un ordre inférieur, les ressorts administratifs font mouvoir les forces, rassemblent les moyens, dissipent les résistances, et leur action combinée donne l'impulsion gouvernementale sur toute la surface du pays.

Mais la nation n'est pas une unité abstraite, une synthèse idéologique ; c'est un corps composé d'organes et de fonctions diverses, inégales.

Il faut, par l'analyse, décomposer cet ensemble pour se rendre compte de l'ordre de relation, de la vie propre, de l'activité particulière de ces individualités.

A la base, la famille se meut dans le cercle restreint du foyer domestique. Quelques familles se groupent autour d'un petit centre local ; des intérêts communs les attirent et les unissent ; les mœurs et les habitudes se façonnent sous l'influence de causes semblables.

C'est déjà un petit état borné par un ruisseau ou un chemin vicinal. Elargissez le cercle, multipliez la combinaison des intérêts par le nombre des familles, et vous arrivez au canton. Agrandissez encore la série, vous monterez d'étage en étage du canton à l'arrondissement, de l'arrondissement au département, et enfin, de l'Etat à l'unité.

L'unité, c'est le gouvernement mis en action par les ressorts administratifs de la centralisation.